

Conférence des médias semestrielle de Swissmem du 19 août 2015 à Zurich**« La force du franc va changer l'industrie MEM en Suisse »****Exposé de Hans Hess, président de Swissmem**

Mesdames, Messieurs,

Il y a des dates que l'on n'oublie jamais. Souvent elles sont associées à des événements qui ont changé fondamentalement le monde ou l'entourage privé. Des exemples typiques dans l'histoire du monde sont le 8 mai 1945 ou 9/11. Il existe aussi dans l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM) des dates inoubliables. Dernier exemple en date, le 15 janvier 2015, jour où le choc du franc nous a touchés.

Voilà un peu plus de sept mois que la BNS a supprimé le cours plancher de l'euro. Suite aux résultats de deux sondages effectués auprès des entreprises affiliées à Swissmem et à de nombreux entretiens avec des entrepreneurs concernés, je peux déduire deux thèses pour notre branche :

1. les conséquences de la décision de la BNS vont considérablement changer l'industrie MEM en Suisse.
2. certes, l'industrie MEM suisse ne va pas sombrer.

Je vais essayer dans les minutes qui suivent de vous expliquer ces deux thèses et de formuler une nouvelle fois clairement mes exigences à l'égard de la politique.

Nous avons, peu de temps déjà après la décision de la BNS, attiré l'attention sur les conséquences possibles. Dans le but de nous faire une image précise de la nouvelle surévaluation massive du franc suisse sur l'industrie MEM, nous avons effectué un sondage auprès de nos entreprises membres en février et communiqué les résultats au public en mars. Etant donné que le premier sondage a eu lieu juste après la décision de la BNS et que ceci risquait d'influencer les réponses en raison d'une réaction exagérée de la part des entreprises, nous avons répété le même sondage à la fin juin. Les entreprises ont eu ainsi suffisamment de temps pour analyser leur situation et pour mettre sur pied les mesures indispensables. La réaction à ce nouveau sondage fut retentissante. Plus de 400 entreprises y ont participé. Il ne fait aucun doute que par cela les résultats sont encore plus crédibles et me permettent aujourd'hui de dessiner une image très claire des conséquences de la décision du 15 janvier 2015.

Le choc de l'appréciation du 15 janvier 2015 a forcé les entreprises à prendre des mesures d'urgence. Pour rester dans les affaires et limiter la perte de commandes, plus de deux tiers (69%) des entreprises ont baissé leurs prix. Il est frappant de constater des investissements, pratiquement sans exceptions, dans une couverture naturelle des risques, donc la réalisation de dépenses en euros. 77% des entreprises ont déjà décidé de prendre ces mesures ou les ont partiellement adoptées. 7% examinent la possibilité d'en faire de même jusqu'à la fin de l'année.

La majeure partie des entreprises se concentre sur l'optimisation des produits et des procédés. Pour 70% d'entre elles, ceci se traduit par des améliorations générales de l'efficacité et par une gestion rigoureuse des coûts des produits. De plus, les entreprises investissent toujours plus dans l'innovation.

Alors que dans le sondage de février 48% des entreprises recouraient à cette mesure, elles sont aujourd'hui pratiquement deux tiers à en faire de même (63%). 13% envisagent également d'entamer cette voie jusqu'à la fin de l'année. Ceci est réjouissant puisque c'est la manière la plus efficace pour retrouver la compétitivité à moyen terme. Pour ce qui est des mesures efficaces sur le long terme, les entreprises ont le plus souvent cité l'accès à de nouveaux marchés. 39% d'entre elles optent pour cette solution. 17% prévoient une telle mesure. Dans le but de mieux diversifier les risques des devises, il s'agit là d'une solution très raisonnable.

Malgré toutes ces mesures prises d'urgence, les conséquences sur les résultats 2015 des entreprises sont considérables :

- au total, 90% des entreprises accusent des pertes au niveau des commandes, du chiffre d'affaires et des marges en raison de la surévaluation exagérée du franc suisse.
- Trois quarts des entreprises s'attendent à un recul des commandes ce qui va impérativement avoir des conséquences négatives sur le chiffre d'affaires. Pour 64% des entreprises, le recul du chiffre d'affaires se situe entre 5 et 20%.
- S'ajoutent à cela des pertes massives au niveau des marges, ce qui pour une entreprise est particulièrement douloureux. 52% des entreprises MEM prévoient un recul des marges de 4 à 15 pourcents. C'est énorme, compte tenu du fait que la marge EBIT moyenne d'une entreprise industrielle se situe habituellement entre 4 et 8%.
- Eu égard au recul des marges, il n'est pas étonnant que 35% des entreprises interrogées s'attendent pour 2015 à des pertes opérationnelles. Ce chiffre est même légèrement supérieur à celui du sondage de février.

Pour la majeure partie des entreprises, les mesures engagées représentent un effort colossal qui parfois les mène au bord de l'épuisement. Et pourtant, elles sont justifiées et même appropriées pour renforcer à long terme la place industrielle suisse. L'histoire du monde économique montre que la surévaluation d'une devise est compensée tôt ou tard. Le moment venu et grâce aux mesures draconiennes actuelles et aux nouveaux produits, les entreprises MEM suisses bénéficieront d'un avantage par rapport à leur concurrence européenne. La question qui se pose est de savoir combien de la substance industrielle actuelle sera encore en Suisse. Car, parallèlement aux mesures mentionnées, les entreprises amorcent actuellement aussi des mesures qui vont affaiblir cette substance industrielle en Suisse. Plus d'un cinquième (22%) des entreprises interrogées a indiqué avoir déjà engagé des mesures de transfert dans la zone de l'euro. Les réflexions de 24 autres pourcents vont dans le même sens. Par conséquent, pratiquement le même nombre d'entreprises effectue des investissements à l'étranger ou envisage de le faire. Quant à savoir si les plans de transfert seront réellement réalisés ou non dépendra aussi de l'évolution des devises. Dans notre enquête de juin, 18% des entreprises ont indiqué qu'un transfert partiel de la production est impératif à un cours de 1,05 CHF/euro. D'ailleurs, ce chiffre a légèrement augmenté depuis le sondage de février. Les réponses des entreprises mettent en évidence que les conséquences de la force du franc ne vont pas épargner la place industrielle suisse.

Ce qui se passe actuellement dans l'industrie MEM peut être décrit de la façon suivante : la surévaluation massive du franc suisse ressemble à une inondation catastrophique. En 2011 déjà, la marée a très vite atteint un niveau menaçant et conduit à des inondations. En introduisant le cours plancher, la BNS avait provisoirement dressé un mur de protection. Ceci a permis à la branche de renforcer ses propres barrages et de les concevoir de manière à ce que la plupart des entreprises puissent retrouver leur compétitivité et enregistrer en 2014 des bénéfices à un cours de 1,20. Une nouvelle inondation massive a submergé l'industrie d'exportation le 15 janvier 2015. Les entreprises concernées peuvent être réparties en quatre catégories :

1. la première catégorie a déjà dressé les barrages de façon à pouvoir résister à cette catastrophe. Il s'agit là d'entreprises de moyenne ou plus grande taille, bien diversifiées au niveau international, et dont les risques sont entièrement couverts de façon naturelle.
2. La deuxième catégorie a déjà été submergée par les crues. Les entreprises sont obligées de renforcer et de rehausser leur barrage à l'aide de mesures ciblées. L'inondation risque déjà d'affaiblir leur substance. Elles doivent réaliser d'importants efforts pour éviter des dommages encore plus graves, mais ces entreprises ne vont pas sombrer dans la marée.
3. La troisième catégorie subit déjà beaucoup de dégâts. Une partie du barrage a été emportée. C'est-à-dire : une substance considérable est perdue et les entreprises sont obligées de transférer une partie de la chaîne de création de valeur ou de la supprimer complètement.
4. Et finalement, nous avons une catégorie d'entreprises qui va sombrer dans les flots. Ce sont principalement des petites entreprises dont les coûts sont entièrement calculés en francs suisses et dont les produits sont majoritairement destinés à l'exportation ou livrés à des entreprises exportatrices en Suisse. Ce sont aussi des entreprises ne disposant que de moyens modestes pour se différencier.

Je suis persuadé que la plupart des entreprises va survivre à cette inondation. Pour la Suisse, la question déterminante est de savoir si ces entreprises vont réussir à survivre en Suisse ou si elles vont être obligées de quitter entièrement ou partiellement la Suisse. Les résultats des sondages indiquent dans tous les cas une accélération du changement de structure qui va transférer des parties de l'industrie MEM à l'étranger. Certes, il n'est pas nouveau que les structures évoluent en permanence. Actuellement, les entreprises de l'industrie MEM occupent environ 330'000 personnes en Suisse. Aujourd'hui, ces entreprises occupent aussi 550'000 personnes à l'étranger. L'effectif à l'étranger a continuellement augmenté au cours des dernières années. Ce processus va se poursuivre et s'accroître encore en raison du franc fort. Je pense que nous allons devoir faire face encore à d'autres mesures de suppression ou de transferts d'emplois d'ici l'automne.

Malgré la colère causée par la façon de communiquer de la BNS et l'incompréhension sur le désœuvrement du Conseil fédéral, les entreprises ne tombent pas dans le désarroi. Elles tentent toutes, avec leurs moyens à disposition, de boucher les trous qui se creusent dans leur barrage et vont de l'avant. Swissmem a également retroussé ses manches. Pour soutenir encore mieux les entreprises membres, le secrétariat a énormément investi dans le conseil aux entreprises et organisé de nombreuses manifestations d'information et de formation dans toutes les régions de notre pays. Pour renforcer la compétitivité internationale de la branche, Swissmem a lancé l'initiative « Industrie 2025 » avec trois autres associations. Elle est destinée à faciliter l'accès aux approches de la numérisation et de la mise en réseau de l'Industrie 4.0. Ces approches comportent des potentiels importants pour l'augmentation de la productivité et de l'efficacité et ouvrent la porte vers de nouveaux modèles commerciaux. Finalement, Swissmem s'engage aussi par l'intermédiaire d'une campagne de grande envergure dans le but de maintenir les accords bilatéraux. Ces accords renforcent considérablement l'attrait et la compétitivité de la place industrielle suisse et sont donc indispensables pour l'industrie MEM.

Mesdames, Messieurs, Mesdames, Messieurs, il me semble qu'aussi bien l'ensemble de la branche que les entreprises méritent un soutien actif de la part de la politique et du public. Actuellement, ce soutien n'est guère manifeste. Je le sais bien. Je le sais bien et ne cesse de le répéter lors de chaque conférence des médias. Alors je vous le demande : quand, si ce n'est pas maintenant, la politique devrait-elle impérativement améliorer les conditions-cadres pour l'industrie d'exportation ? Un soutien actif n'est pas synonyme de contributions financières directes. Il s'agit d'émettre des signes clairs et d'engager des mesures ciblées. Ce ne sont pas les approches qui manquent. Il existe actuellement de nombreux dossiers politiques dont la finalisation a une influence déterminante sur les conditions-cadres importantes. La politique pourrait ainsi aider l'économie d'exportation à absorber les conséquences de l'abolition du cours plancher et contribuer au maintien de la substance industrielle en Suisse. Pourtant, j'ai

l'impression que la politique n'a pas encore réalisé la gravité de la situation pour l'industrie. Actuellement, pratiquement tous les dossiers politiques évoluent dans la mauvaise direction. Il faut maintenant arrêter de charger constamment les entreprises par de nouvelles réglementations. Concrètement, je parle de la politique de l'énergie, du projet de l'économie verte, de l'application des ordonnances « Swissness » et - ce qui peut-être est le plus important - aussi de l'application de l'initiative sur l'immigration de masse.

Swissmem a élaboré une liste de mesures concrètes concernant les exigences politiques les plus urgentes. Elle contient des éléments que la politique devrait considérer. Notamment des actions que, compte tenu de la situation difficile, la politique ferait mieux de ne pas entreprendre. Une seule mesure proposée par Swissmem mentionne des moyens financiers. Cette mesure demande pour les projets d'innovations de la CTI une augmentation modeste des moyens de 50 millions de francs par année pour 2015 et 2016.

Je ne veux pas entrer dans les détails des différentes mesures. Ceci prendrait bien trop de temps. Vous trouverez la liste des exigences et les explications correspondantes dans le dossier de presse.

Mesdames, Messieurs, les conséquences de la décision de la BNS vont sensiblement changer l'industrie MEM en Suisse. Les entreprises ne vont pas sombrer, car elles sont actives et vont trouver des solutions. Reste à savoir si ces solutions sont réalisables en Suisse ou si elles vont inciter les entreprises - ou une partie d'entre elles - à tourner le dos à la Suisse. Swissmem soutient activement ses entreprises membres dans cette période difficile. De plus, nous présentons des approches concrètes à la politique pour qu'elle puisse également contribuer à alléger la situation. J'attends des acteurs politiques qu'ils prennent nos propositions au sérieux. En effet, il est grand temps d'améliorer rapidement et de manière ciblée les conditions-cadres. Ce n'est qu'ainsi que la place industrielle suisse pourra maintenir son attractivité. Ce n'est que de cette manière qu'il est possible de préserver la substance industrielle et de nombreux emplois.

Zurich, le mercredi 19 août 2015

Pour tous renseignements :

Swissmem Communication
Pfingstweidstrasse 102
Case postale
CH-8037 Zurich
Tél. 044 384 41 11 / fax 044 384 42 42
E-mail: presse@swissmem